



29 mai 2019

(19-3718)

Page: 1/5

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA
MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR
LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

FÉDÉRATION DE RUSSIE

*Réponses de la Fédération de Russie aux États-Unis
concernant le document G/VAL/W/287*

La communication ci-après, datée du 23 mai 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Fédération de Russie.

La Fédération de Russie répond aux questions ci-après des États-Unis en tenant compte de la nouvelle législation sur la réglementation douanière notifiée dans les documents G/VAL/N/1/RUS/4 et G/VAL/N/1/RUS/4/Add.1 et de ses nouvelles réponses à la liste de questions sur la mise en œuvre et l'administration de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 qui sont notifiées dans le document G/VAL/N/2/RUS/2.

Question n° 1

Dans ses réponses à de nombreuses questions concernant la liste de questions (document G/VAL/N/2/RUS/1)¹, la Russie a fait référence à la Loi fédérale n° 311-FZ du 27 novembre 2010 sur la réglementation douanière.

Nous constatons que ce document n'a pas été fourni dans le cadre des notifications de la Russie. Nous demandons une fois encore que cet instrument soit notifié au Comité afin que nous puissions comprendre comment il permet de mettre en œuvre les prescriptions de l'Accord sur l'évaluation en douane. Veuillez indiquer si la Russie notifiera ce document et, dans l'affirmative, à quel moment.

Réponse

La majorité des dispositions de la Loi fédérale n° 311-FZ du 27 novembre 2010 sur la réglementation douanière (à l'exception du paragraphe 8 de l'article 86 et des articles 88 à 95 qui seront abrogés le 1^{er} janvier 2020) sont devenues nulles et non avenues.

Le texte de la nouvelle Loi fédérale de la Fédération de Russie n° 289-FZ du 3 août 2018 sur la réglementation douanière en Fédération de Russie et portant modification de certains actes législatifs de la Fédération de Russie a été fourni dans les notifications G/VAL/N/1/RUS/4 et G/VAL/N/1/RUS/4/Add.1.

¹ Se reporter aux réponses données par la Russie aux questions n° 9 b) (questions relatives à la mise en œuvre de l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane), 14 (application de la Décision n° 3.1 de l'OMC) et 15 (question relative à l'application de la Décision n° 4.1 de l'OMC).

Question n° 2

Dans le document G/VAL/N/1/RUS/1, la Russie a indiqué que la "Loi fédérale sur le tarif douanier de la Fédération de Russie" était annexée. Veuillez donner des précisions à cet égard. S'agit-il du même document que la Loi fédérale n° 311-FZ du 27 novembre 2010 sur la réglementation douanière? Sinon, s'agit-il d'une référence à la Loi de la Fédération de Russie n° 5003-1 du 21 mai 1993 ou à une autre mesure? Si la mesure concernée n'a pas été fournie, veuillez en présenter une copie.

Réponse

La Loi fédérale sur le tarif douanier de la Fédération de Russie notifiée dans le document G/VAL/N/1/RUS/1 est une référence à la Loi de la Fédération de Russie n° 5003-1 du 21 mai 1993.

En raison d'une erreur technique, le texte de la Loi fédérale sur le tarif douanier de la Fédération de Russie n'a pas été annexé au document G/VAL/N/1/RUS/1. Par conséquent, la Fédération de Russie a informé les Membres dans le document G/VAL/N/1/RUS/2 du 28 avril 2014 que le texte de cette loi était disponible au Secrétariat pour consultation par les Membres, et a annexé le texte au document G/VAL/N/1/RUS/2/Add.1.

- Questions concernant la Liste de questions:

Question n° 3

La réponse à la question n° 1 a) i) indique que l'article 4.1.4 et 4.3 à 4.6 de l'Accord de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière (ci-après l'"Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane") reprend les dispositions régissant la détermination de la valeur transactionnelle dans les opérations entre personnes liées qui figurent dans l'article premier et la note interprétative relative à l'article premier de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

L'article 4.1.4 et 4.3 à 4.6 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane ne semble pas reprendre les dispositions de la note interprétative relative à l'article premier de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. En particulier, l'article 4.1.4 et 4.3 à 4.6 ne semble pas refléter:

- 1. la note générale, application de principes de comptabilité généralement admis (paragraphe 1 et 2);**
- 2. la note relative à l'article premier, prix effectivement payé ou à payer (paragraphe 2);**
- 3. les notes relatives à l'article premier (paragraphe 1 a) iii), 1 b), 2 et 2 b)).**

La Russie pourrait-elle indiquer où ces notes interprétatives figurent dans la loi russe ou le Code des douanes de l'Union douanière, ou comment elles seront mises en œuvre à l'avenir?

Réponse

L'Accord de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière du 25 janvier 2008 est devenu nul et non avenue.

À l'heure actuelle, les dispositions régissant la détermination de la valeur transactionnelle dans les opérations entre personnes liées figurent aux paragraphes 1 4) et 4 à 8 de l'article 39 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique.

En ce qui concerne les notes interprétatives mentionnées:

- 1. Les paragraphes 1 et 2 de la note générale, application de principes de comptabilité généralement admis,** sont mis en œuvre par l'article 37 du Code des douanes de l'Union

économique eurasiatique et la Décision n° 113 du 15 juillet 2014 concernant le Règlement sur l'utilisation de documents conformes aux principes de comptabilité généralement admis lors de l'application des méthodes de détermination de la valeur en douane des marchandises, approuvée par le Collège de la Commission économique eurasiatique.

2. **Le paragraphe 2 de la note relative à l'article premier, prix effectivement payé ou à payer**, est mis en œuvre par les Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle des marchandises importées (méthode 1), approuvées par la Décision n° 283 du 20 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.
3. **Les paragraphes 1 a) iii), 1 b), 2 et 2 b) des notes relatives à l'article premier** sont mis en œuvre par le paragraphe 8 et le chapitre IV des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle des marchandises importées (méthode 1), approuvées par la Décision n° 283 du 20 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.

Question n° 4

La réponse à la question n° 4 indique que l'article 6:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane est mis en œuvre par l'article 9.6 de l'Accord de l'Union douanière sur l'évaluation en douane. L'article 9.6 ne prévoit pas clairement que les autorités douanières du pays d'importation doivent donner un préavis suffisant au gouvernement du pays de production ou que ce dernier peut faire opposition. Veuillez expliquer plus précisément comment l'article 9.6, ou d'autres dispositions de la loi russe, reprend ces éléments de l'article 6:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Réponse

L'Accord de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière du 25 janvier 2008 est devenu nul et non avenue.

À l'heure actuelle, les dispositions de l'article 6:2 sont mises en œuvre par le paragraphe 6 de l'article 44 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique.

Question n° 5

Selon la réponse à la question n° 9, l'article 9 du Code des douanes de l'Union douanière prévoit que les opérateurs économiques ont un droit d'appel en ce qui concerne les actions ou les omissions de l'administration des douanes, et que les actions, omissions ou décisions des fonctionnaires des douanes peuvent faire l'objet d'un appel auprès des tribunaux et de l'administration des douanes. Veuillez indiquer comment la Russie exige que la notification de la décision rendue en appel soit faite à l'appelant et que les raisons de cette décision soient exposées par écrit, comme le prévoit l'article 11:3 de l'Accord sur l'évaluation en douane. En outre, l'appelant est-il informé de tous droits éventuels à un appel ultérieur? Veuillez indiquer les articles pertinents de la loi russe.

Réponse

L'Accord de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière du 25 janvier 2008 est devenu nul et non avenue.

Conformément à l'article 358 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique, toute personne a le droit de faire appel des décisions ou des actions (ou de l'inaction) des autorités douanières ou de leurs fonctionnaires de la manière et dans les délais établis par la législation de l'État membre, ou par les décisions ou les actions (ou l'inaction) d'une autorité douanière ou des fonctionnaires de l'autorité douanière dont il est fait appel.

Conformément à l'article 285 de la Loi fédérale de la Fédération de Russie n° 289-FZ du 3 août 2018 sur la réglementation douanière en Fédération de Russie et portant modification de certains actes législatifs de la Fédération de Russie, toute personne a le droit de faire appel d'une décision ou d'une

action (omission) d'un organisme douanier et de son représentant si, de l'avis de cette personne, cette décision ou action (omission) a porté atteinte à ses droits, libertés ou intérêts légitimes, a créé des obstacles à la réalisation de ces droits, libertés ou intérêts légitimes ou lui a imposé illégalement une obligation.

Les dispositions relatives à l'appel d'une décision ou action (omission) et aux personnes qui peuvent agir en qualité de demandeurs déposant une plainte, ainsi que d'autres dispositions connexes sont énoncées au chapitre 51 de la Section VII de la Loi fédérale de la Fédération de Russie n° 289-FZ du 3 août 2018 sur la réglementation douanière en Fédération de Russie et portant modification de certains actes législatifs de la Fédération de Russie.

Conformément à l'article 298 de la Loi fédérale de la Fédération de Russie n° 289-FZ du 3 août 2018 sur la réglementation douanière en Fédération de Russie et portant modification de certains actes législatifs de la Fédération de Russie, la décision rendue par l'organisme douanier au sujet de la plainte contient les renseignements relatifs à la procédure à suivre pour faire appel de cette décision. Une copie de la décision rendue à l'issue de l'examen de la plainte est envoyée au requérant par courrier recommandé dans les trois jours ouvrables suivant la date de la décision. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2022, lorsque l'article 300 et le paragraphe 11 de l'article 398 de cette loi fédérale entreront en vigueur, la plainte et la décision rendue au sujet de la plainte pourront être envoyées par le requérant ou à celui-ci sous forme de document électronique.

Question n° 6

Outre la note interprétative relative à l'article premier, mentionnée dans la question n° 3 ci-dessus, les dispositions ci-après des annexes I et III ne semblent pas avoir été reprises dans la législation de la Russie:

4. **note relative à l'article 2, paragraphes 3 et 5;**
5. **note relative à l'article 3, paragraphes 3 et 5;**
6. **note relative à l'article 5, paragraphes 2 à 4, 7, 8 et 10;**
7. **note relative à l'article 6, paragraphes 1 et 5;**
8. **note relative à l'article 8; note relative aux paragraphes 1 b) ii), 3 et 4; note relative au paragraphe 1 b) iv) de l'Accord sur l'évaluation en douane, paragraphes 1, 3 à 7; note relative au paragraphe 3;**
9. **note relative à l'article 9;**
10. **Annexe III, paragraphe 7.**

Nous croyons comprendre que ces dispositions seront mises en œuvre par des décisions spéciales de la Commission économique eurasiennne. Veuillez confirmer que c'est bien le cas et indiquer quand ces décisions de la Commission économique eurasiennne (ou d'autres mesures mettant ces notes en œuvre) prendront effet. Afin de mener à bien l'examen de la législation russe sur l'évaluation en douane, nous demandons que la Russie fournisse des copies des décisions appliquées.

Réponse

1. **Les paragraphes 3 et 5 de la note relative à l'article 2** sont mis en œuvre par le paragraphe 1 de l'article 41 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique et les paragraphes 14 et 15 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises identiques (méthode 2) et selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises similaires (méthode 3), approuvées par la Décision n° 202 du 30 octobre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.
2. **Les paragraphes 3 et 5 de la note relative à l'article 3** sont mis en œuvre par le paragraphe 1 de l'article 42 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique et les paragraphes 14 et 15 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises identiques (méthode 2) et selon la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises similaires (méthode 3), approuvées par la Décision n° 202 du 30 octobre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.

3. **Les paragraphes 2 à 4, 7, 8 et 10 de la note relative à l'article 5** sont mis en œuvre par les paragraphes 11 et 14 à 18 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur déductive (méthode 4), approuvées par la Décision n° 214 du 13 novembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.
4. **Les paragraphes 1 et 5 de la note relative à l'article 6** sont mis en œuvre par les paragraphes 4, 5 et 11 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur calculée (méthode 5), approuvées par la Décision n° 273 du 12 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.
5. **La note relative à l'article 8; note relative aux paragraphes 1 b) ii), 3 et 4** est mise en œuvre par l'alinéa 1 du paragraphe 5 de l'article 40 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique et le paragraphe 10 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle des marchandises importées (méthode 1), approuvées par la Décision n° 283 du 20 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.

La note relative à l'article 8; note relative au paragraphe 1 b) iv) de l'Accord sur l'évaluation en douane, paragraphes 1, 3 à 7 est mise en œuvre par l'alinéa 2 du paragraphe 5 de l'article 40 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique et le paragraphe 11 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle des marchandises importées (méthode 1), approuvées par la Décision n° 283 du 20 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.

La Note relative à l'article 8, note relative au paragraphe 3 est mise en œuvre par le paragraphe 3 de l'article 40 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique.
6. **La note relative à l'article 9** est mise en œuvre par le paragraphe 8 de l'article 38 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique.
7. **Le paragraphe 7 de l'Annexe III** est mis en œuvre par le paragraphe 3 de l'article 39 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique et le paragraphe 5.1 des Règles relatives à la détermination de la valeur en douane des marchandises selon la méthode de la valeur transactionnelle des marchandises importées (méthode 1), approuvées par la Décision n° 283 du 20 décembre 2012 du Collège de la Commission économique eurasiatique.

Les textes des actes législatifs susmentionnés de la Fédération de Russie ont été fournis dans les notifications G/VAL/N/1/RUS/4 et G/VAL/N/1/RUS/4/Add.1.

Question n° 7

Veillez confirmer que la Russie a mis en œuvre le paragraphe 4 de l'article 8, qui dispose que "[p]our la détermination de la valeur en douane, aucun élément ne sera ajouté au prix effectivement payé ou à payer, à l'exception de ceux qui sont prévus par le présent article". Veuillez préciser les dispositions de la loi russe qui mettent en œuvre ledit paragraphe.

Réponse

Nous le confirmons. Conformément au paragraphe 4 de l'article 40 du Code des douanes de l'Union économique eurasiatique, "pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées, aucun ajustement du prix effectivement payé ou à payer pour ces marchandises, à l'exception de ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1 du présent article, ne sera effectué".